

SOMMAIRE :

•Actualités

Prisonniers politiques
et Arbitraire

Communauté interna-
tionale

•Chronique littéraire

•Le mouvement démoc- rate birman:

Génération 88

•Un pays , des peuples: Les Karens

•Mobilisons nous! Le point sur les campagnes et les actions d'Info Birmanie

•Nous soutenir, nous rejoindre

Paroles de bénévoles

Les Nouvelles de Birmanie

DECEMBRE 2008

Edito

Nouvelle année, donc . Et même si le calendrier birman n'obéit pas au calendrier gréco ro- main il est d'usage de faire les vœux, de prendre des résolutions pour la nouvelle année qui s'annonce. Mais l'usage veut aussi que l'on dresse le bilan de l'année écoulée. Travailler sur la Birmanie invite au cynisme... Année après année, un même bilan s'impose ; les petites vic- toires (libération de Win Tin, Aung San Suu Kyi bénéficiant de nouveau d'un suivi médical, la collaboration relativement fructueuse des autorités du Myanmar avec l'ONU et l'ASEAN pour apporter une réponse au désastre Nargis) sont vite effacées par les grandes défaites de la liberté (les procès de Rangoon ont « emmuré » quelques 215 opposants au régime ou sup- posés tel, le passage en force d'une nouvelle constitution consacrant le règne militaire) et de la diplomatie (refus de Ban Ki-moon de placer la Birmanie en haut de ses priorités et de s'y rendre).

L'année 2009 sera l'année des préparatifs des élections de 2010 et de cette victoire planifiée consacrant la junte et son système dictatorial. Nos vœux et souhaits n'ont que peu de poids face à un régime aussi oppressif, ils ne suffisent pas...

Que faire ? Se satisfaire comme les Nations unies de déclarations de bonnes intentions, mais qui ne s'accompagnent d'aucune action effective et contraignante envers ce régime dictato- rial ? Distribuer des prix pour distinguer le courage des combattants de la liberté d'expres- sion, de la liberté de la presse, de la liberté syndicale , de la liberté de secourir les siens De la liberté tout court.

Attendre, laisser passer les jours et se résoudre à fêter les 20 années de paralysie après les élections confisquées de 1990 ? À célébrer les 14 années de réclusions successives d'Aung San Suu Kyi, leader du parti vainqueur de ces mêmes élections ?

Mais le temps des commémorations n'est plus (l'a-t-il déjà été ?) et nous voilà résolu à redoubler de vaillance pour affronter ce régime.

Le 4 janvier Aung San Suu Kyi avait affiché sur le fronton de sa résidence, une banderole aux couleurs de la LND (rouge et jaune) où figurait les mots de son père : « Agir résolument pour le bien de la nation et du peu- ple ».

La voilà notre résolution pour 2009.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie



Des nouvelles des condamnés du mois dernier

Nilar Thein demande à purger sa peine avec sa famille.

Un des membres phare du mouvement Génération 88, qui purge actuellement une peine de 65 ans de prison dans la prison de Thayet, a demandé la permission d'être incarcérée avec sa petite fille et son mari, Kyaw Min Yu, connu aussi sous le nom de Ko Jimmy, qui purge lui aussi une peine de 65 ans dans la prison de Taunggyi.



Selon sa sœur, l'activiste détenue aurait émis ce souhait au cours d'une de ses visites, et pour ce faire, aurait écrit une lettre aux autorités à Naypyidaw les priant d'accéder à sa demande en faisant appel à leur compassion.

Nilar Thein avait été arrêtée le 10 septembre 2008 après une année de clandestinité. Elle était dans les rangs des manifestants au cours des mouvements de protestation en août 2007 après que la junte militaire au pouvoir ait doublé le prix des carburants et fait partie de ceux qui ont lancé la Révolution Safran.

Min Ko Naing souffre à Keng Tung

La santé du membre de Génération 88, Min Ko Naing, selon les membres de sa famille, est déclinante. Incarcéré dans l'Etat shan, il est maintenu au cachot, privé de la lumière du jour et d'exercice.



Il se protégeait du soleil lors de son entrevue avec sa sœur en visite, et il lui a confié ne pas avoir vu la lumière du jour depuis son transfert dans la prison de Keng Thun.

Le temps hivernal laisse aussi des marques sur le poète et militant démocrate qui ne peut bénéficier de soin au sein de sa prison.

La nuit venue les gardes ouvrent grand l'entrée de sa cellule pour laisser entrer le vent glacial. Ses yeux, déjà fragilisés par seize années de réclusion dans des conditions plus que déplorable, le font beaucoup souffrir et sa main droite est légèrement paralysée.

Htay Kywe victime de tortures

Un des leaders du mouvement Génération 88 a été victime de torture physique et mentale à la prison de Buthidaung dans l'ouest de la Birmanie où il purge une peine de 65 ans.



Des instructions ont été données afin qu'il ne puisse pas accéder à la nourriture apportée par sa famille et les rations autorisées ont été diminuées (en Birmanie, les prisonniers sont à la charge de leur famille. L'Etat ne prend pas en charge leur entretien quotidien.)

Sur l'ordre du ministre de l'intérieur, le major Maung Oo, il est tenu en isolement et tout exercice physique lui est refusé. Ces dispositions semblent tirer cruellement partie de son état de santé. En effet, il a de lourdes séquelles de ces incarcérations précédentes. Tout comme son transfert à proximité de la frontière bangladaisienne mais très loin de sa région d'origine (Rangoon), ces mesures jouent dans la stratégie de le briser.

Htay kywe a été arrêté le 13 octobre 2007 après la révolution Safran, il n'avait pas été autorisé en décembre de la même année à assister aux obsèques de sa mère. Le 11 novembre 2008, durant la vague de procès, il a été condamné à 65 ans de prison.

Arbitraire, arbitraire, arbitraire!

La lecture d'une lettre destinée à Than Shwe lui vaut une peine de prison.

Ko Thant Zin Oo, un citoyen birman, a éclopé d'une peine de six mois de prison pour avoir lu une lettre envoyée au leader de la junte militaire à son jeune frère retenu dans la prison d'Insein après avoir pris part à la Révolution Safran. Son frère Hlaing Thar Yar purge une peine de 19 ans.

La lettre demandait au général Than Shwe d'accorder la permission aux prisonniers politiques de bénéficier de traitements médicaux. La lettre a aussi été envoyée à la Croix rouge, au Haut Commissariat aux Nations Unies pour les réfugiés et à la LND, le parti d'Aung San Suu Kyi.

On lui reproche d'avoir introduit un document illégal au sein de la prison d'Insein. Pourtant un des quatre témoins de l'accusation, un gardien, a admis l'avoir autorisé à garder cette lettre sur lui.

Selon une fuite de source judiciaire, une directive invite les juges à se montrer sévère dès que des cercles d'opposition sont concernés.

Ko thant Zin Oo est incarcéré à la tristement célèbre prison d'Insein.

Décès d'un prisonnier politique

Htay Lwin Oo, un militant des droits de l'homme est mort dans la prison de Mandalay. C'est le second décès de prisonnier politique déploré au cours du mois de décembre. Instituteur de 46 ans, il avait été condamné à 7 ans d'emprisonnement en raison de ses activités liées au droit des travailleurs.

Sa femme a confié aux médias que son époux souffrait de tuberculose et son accès aux soins lui avait été refusé.

Un autre prisonnier politique de 35 ans, Maung San, qui purgeait une peine de deux ans s'est suicidé dans la prison du Pegu au début du mois de décembre.

Cela élève à 138 le nombre de prisonniers politiques décédés depuis 1988.

Transfert dans les camps de travaux forcés

Après les transferts dans des prisons éloignées de leurs régions, des prisonniers politiques condamnés en novembre ont été transférés dans des camps de travaux forcés. Le traitement est tel dans ces lieux que l'espérance de vie y est considérablement réduite. Selon Bo Kyi de l'association d'aide aux prisonniers politiques, la plupart des prisonniers transférés sont des membres de la LND.

Aung San Suu Kyi



Rejet de l'appel fait quant à la décision de la junte de prolonger sa détention d'un an le 27 mai 2008. Arguant que sa détention se poursuivait au-delà des dispositions des textes législatifs de la junte, ses avocats avaient déposé un recours à Naypyidaw en octobre dernier. Depuis, ses demandes, répétées, d'entretien avec ses avocats se sont vu opposer un refus catégorique.

Tout porte à croire que le régime redoute une libération de la dame de Rangoon après la campagne de répression menée ces deux derniers mois.

Brèves

Des nouvelles de Win TIN



Les autorités ont pris des mesures afin de restreindre la liberté de mouvement de Win Tin et l'entraver dans ses activités politiques. Les taxis travaillant dans la zone où habite Win Tin se sont vu signifier une interdiction de le prendre à bord sous peine de se faire poursuivre au nom d'une obscure loi.

Imperturbable, Win Tin se fait conduire par un ami.

Depuis sa libération survenue en septembre, il a repris ses activités au sein de la LND. Récemment, il s'est rendu auprès des familles des prisonniers politiques pour leur réaffirmer son soutien.

Sandar Win, fille de l'ex-dictateur birman, libérée

Son père avait dirigé le pays de 1962 à 1988, sa fille, accusée d'avoir fomenté un complot contre la junte actuellement au pouvoir, était en résidence surveillée depuis 2002. A 56 ans, Sandar Win se retrouve donc libre tandis que son époux et ses 3 fils sont toujours incarcérés à la prison d'Insein.

Le gouvernement en exil, le NCGUB fête son 18ème anniversaire

Issu des élections confisquées de 1990, le NCGUB, gouvernement en exil, a fêté ses 18 ans en décembre. Le premier ministre Sein Win, qui avait été reçu par le président Nicolas Sarkozy en septembre 2007, s'est exprimé ainsi: «Il est tout à fait naturel qu'une si longue lutte génère des frustrations et des déceptions. La question birmane est parvenue au Conseil de sécurité de l'ONU mais les vetos russe et chinois ont empêché l'évolution de la situation. Néanmoins le NCGUB poursuivra ses efforts pour parvenir à l'adoption d'une résolution par le Conseil de Sécurité.

Quant à la tenue des élections en 2010, les conditions de leur organisation sont trop injustes pour que l'issue de celles-ci représente un espoir de changement. Nous ne pouvons ni en accepter le principe ni croire que cela nous conduira à un système démocratique. »

La crise touche aussi la Birmanie

Les marchands de pierres précieuses touchés par une baisse des ventes

Des centaines d'acheteurs chinois étaient présents à une foire aux pierres précieuses de quatre jours du 3 au 6 décembre à Ruile sur la frontière chinoise, mais bien peu d'entre eux ont effectué des achats officiels, ont déclaré jeudi des marchands de pierres.

Selon un marchand birman basé à Ruile « Ils sont arrivés, se sont enquis des prix, puis sont aussitôt repartis ».

Cependant, un autre marchand a déclaré que des acheteurs de Beijing, Hong Kong et Taïwan ont fait des achats, mais que ceux-ci ont conclu leurs affaires en dehors de la zone officielle de l'exposition, afin d'éviter de payer une taxe de 5 % aux autorités locales chinoises.

La plupart des pierres avaient été importées illégalement de l'état Kachin au nord de la Birmanie, a indiqué un habitant du pays, Aung Kyaw Zaw. Les autorités chinoises de Ruile permettaient aux marchands d'exposer et de vendre en échange de la taxe, dit-il.

De nombreux marchands se sont plaints, disant qu'ils n'arriveraient peut-être même pas à couvrir le coût de leurs stands, environ 3000 yuan (486\$US). Il s'agissait de la première exposition-vente de pierres organisée à Ruile par des hommes d'affaires chinois.

Le marché birman des pierres précieuses a été touché par la crise financière mondiale, et les ventes à l'intérieur même de la Birmanie ont également connu une baisse, selon les marchands.

Selon des habitants birmans de la région frontalière Chine-Birmanie, de nombreuses compagnies basées à Hpakant dans l'état Kachin ont suspendu leurs activités minières en raison de la baisse des ventes.

La Récession fait des dégâts dans l'économie birmane

Tay Za, un des hommes d'affaires les plus riches de Birmanie, a réuni le 3 décembre avec les cadres supérieurs de sa société Htoo Trading Co Ltd et des sociétés affiliées, pour leur annoncer que le climat commercial était sévèrement atteint par la récession mondiale, selon une source ayant assisté à la réunion. Selon cette source, Tay Za a indiqué à l'assistance que le PIB de la Birmanie subirait une chute, passant de 3,6 milliards de dollars US en 2007 à seulement 2,6 milliards en 2008 en raison de la baisse de la demande au niveau mondial.

Il y a une nette contradiction entre ces chiffres et les estimations internationales concernant le PIB de la Birmanie. Selon le Fonds Monétaire International, le PIB nominal du pays en 2007 était estimé à 13,48 milliards de dollars au taux de change officiel. L'estimation de la CIA (World Factbook) l'estime pour 2007 à 91,13 milliards de dollars, chiffre basé sur une parité de pouvoir d'achat.

Tay Za attribue le déclin à la baisse de la demande mondiale concernant les principaux produits d'exportation de la Birmanie, à savoir: le gaz naturel, le bois, le minerai, les fruits de mer et les produits agricoles.

Proche du chef de la junte au pouvoir, le Général Than Shwe, Tay Za joue un rôle majeur dans l'économie birmane. Sa société Htoo Trading compte parmi ses activités commerciales le bois, le tourisme, les hôtels, le transport aérien et la construction, ainsi que des investissements technologiques dans le Yadana Cyber City, dans la division de Mandalay.

Aux dires de Tay Za, le commerce des produits forestiers aurait été particulièrement touché par la baisse de la demande. Toujours selon la source ayant assisté à la réunion, l'homme d'affaires aurait indiqué que Htoo Trading détient actuellement des réserves de teck d'une valeur de 8 millions de dollars. L'année dernière, a-t-il déclaré, la société aurait vendu pour 6 millions de dollars de produits forestiers.

Selon des membres des milieux d'affaires de Rangoon, les activités de Tay Za dans le secteur du tourisme souffrent également depuis la baisse du nombre de touristes étrangers l'année dernière, en raison de la répression du régime suite aux manifestations menées par les moines en Septembre 2007. Evénements qui ont, par ailleurs, suscité une forte condamnation internationale. La réaction de la junte au Cyclone Nargis en mai de cette année a également fait l'objet de sévères critiques et explique la désertion des touristes.

La réunion convoquée par Tay Za s'est tenue le lendemain même d'une déclaration dans la presse du premier ministre le Général Thein Sein, affirmant que la Birmanie n'était pas touchée par la récession sévissant dans le reste du monde.

En route vers les élections

Entérinées par le référendum imposé au lendemain du cyclone Nargis (au score miraculeux de 92,4% de oui à la toute nouvelle Constitution), les élections parlementaires de 2010 annoncées comme multipartites et démocratiques suscitent de vives réactions

La LND n'envisage pas de participer aux élections en 2010

Le porte parole de la Ligue Nationale pour la Démocratie, le parti d'Aung San Suu Kyi, Nyan Win, a précisé que son parti avait l'intention de redoubler de vigilance et d'être un observateur attentif de ces élections qu'elle conteste par ailleurs.

Le Front National Chin ne participera pas aux élections

A la suite d'un congrès tenu au début du mois de décembre, Le Front National Chin a annoncé qu'il n'acceptait pas le planning des élections de 2010. Tout en faisant cette déclaration, le congrès a aussi invité les Chin à suivre leurs propres désirs et à ne pas hésiter à se présenter que ce soit à titre individuel ou dans le cadre d'un parti politique. Le Front National Chin veut poursuivre le dialogue tripartite amorcé entre la junte, le mouvement démocrate et les représentants des minorités ethniques.

Les élus de 1990 ne cautionnent pas ce qu'ils jugent être une mascarade électorale

Les membres du Parlement élus en 1990 et empêchés d'exercer depuis ont vivement critiqué les conditions d'organisation de ces élections. Elections auxquelles, ils reprochent d'être organisées sans la convocation des partis politiques établis sur la scène politique birmane, en premier lieu, la LND qui avait récolté une forte majorité de sièges parlementaires en 1990.

Nations unies et Communauté internationale

Condamnation du Myanmar à l'Assemblée des Nations unies

Par une résolution sur la **Situation des droits de l'homme au Myanmar**, adoptée par 80 voix pour, 25 contre et 45 abstentions, l'Assemblée, demandant au Gouvernement du Myanmar de coopérer avec la communauté internationale, condamne énergiquement les violations systématiques et persistantes des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de la population du Myanmar.

Elle prie le Secrétaire général de continuer à fournir ses bons offices et de poursuivre ses entretiens sur la situation des droits de l'homme, la transition vers la démocratie et le processus de réconciliation nationale avec le Gouvernement et la population du Myanmar; et de fournir une assistance technique au Gouvernement à cet égard. Elle prie aussi le Secrétaire général d'accorder toute l'assistance nécessaire à son Conseiller spécial et au Rapporteur spécial pour leur permettre de s'acquitter pleinement et efficacement de leur mandat, de manière coordonnée.

Expliquant sa position, le représentant du Myanmar a déclaré que l'exploitation des droits de l'homme à des fins politiques n'est pas acceptable et qu'au plan national, le processus politique a fait des progrès significatifs depuis l'adoption de la nouvelle Constitution à l'issue d'un référendum populaire. Il a ajouté que la transition vers la démocratie était en bonne voie et que le Gouvernement était déterminé à mettre en œuvre les sept étapes du processus politique. Il a annoncé que les préparatifs en vue de la tenue d'élections plurielles en 2010 étaient également engagés.

Le représentant a donc rejeté la résolution arguant qu'il s'agit d'une ingérence dans des domaines relevant de la juridiction nationale, comme le dit d'ailleurs la Charte des Nations unies. Le Myanmar, a-t-il dit, ne peut permettre ou accepter une interférence flagrante dans son processus politique national. Le représentant a insisté sur le fait qu'il a voté contre une résolution « hautement politisée » et axée sur un seul pays. Conformément à sa politique étrangère, le Myanmar, a-t-il assuré, continuera toutefois à coopérer avec les Nations unies et la mission de bons offices du Secrétaire général.

Nota bene : Parmi les 25 pays à avoir voté contre l'adoption de cette résolution, on note la présence de la Chine, de Cuba, de la Corée du Nord, de l'Iran, de la Lybie, du Soudan et du Zimbabwe...

Source: <http://www.un.org/french/ga/>

Coup de projecteur sur...

Pierre TORSET



Pierre TORSET est auteur-photographe et amoureux de la Birmanie. De ses voyages en Birmanie, il a su capter une partie de l'essence de ce pays. Après avoir effectué un premier séjour en Birmanie dans le cadre d'un article pour un magazine de voyages, il y retourne avec ce projet photographique en tête : Montrer le peuple birman, et tenter de rendre compte du quotidien sous la dictature de la junte militaire.

Début 2008, il sillonne donc le pays pendant 2 mois sans itinéraire précis, au gré des rencontres. C'est un contre-emploi total par rapport à son premier séjour sur place : cette fois, il évite les chemins balisés et troque la couleur pour le noir et blanc. Il laisse d'ailleurs derrière lui son appareil-photo numérique, trop voyant, qu'il remplace par un vieux Rolleiflex, qui lui permet de passer inaperçu et de faciliter les contacts, en suscitant l'intérêt et l'amusement des birmans qu'il rencontre.

Dans une Birmanie désertée par les touristes, il part alors à la recherche des symptômes de la dictature birmane, difficiles à percevoir pour le commun des voyageurs. Et c'est essentiellement dans le discours des Birmans eux-mêmes qu'il trouvera des réponses...

Sa série photographique en noir & blanc "Birmans du Myanmar" soulève donc, entre autres, les différentes formes d'injustice sociale que dénonce Info-Birmanie. Sans jamais apitoyer ou forcer l'image 'choc', cette série photographique dévoile la réalité de ce pays. On y retrouve la consternation et le sentiment d'injustice que suscitent la situation actuelle sur place, mais aussi la poésie, la philosophie et l'humour de la culture birmane. A travers notamment l'utilisation du portrait et de cadrages serrés, ce projet est tout simplement un hommage rendu au peuple birman, placé au cœur de cette série photographique.

Un partenariat a été mis en place avec ce photographe : 50% de la vente de ces photographies sont reversés à Info-Birmanie, afin de soutenir son action.

Une série de cartes postales tirées de ces photographies, éditées avec Info Birmanie sera disponible dès le mois prochain.

Visiter son site: www.pierretorset.com

Contact: pierretorset@gmail.com



Chronique littéraire

« La Cage aux lézards »

Par Karen Connelly,

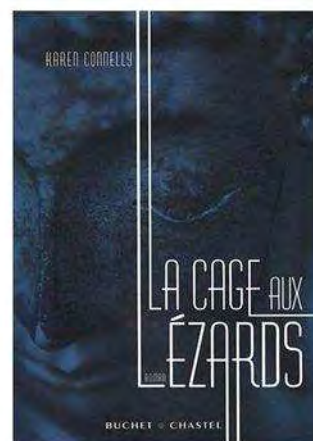
Traduit de l'anglais (Canada), Buchet-Chastel, sept 2007, 600 p, 25 euros.

Nous sommes en Birmanie, dans les années 90. Tout se passe au cœur d'une prison à Rangoon, plus précisément au cœur de la « cage » d'un prisonnier politique appelé Teza.

Surnommé « le rossignol », il a été condamné à vingt ans de détention en isolement total pour avoir chanté la révolte contre la junte. Nous découvrons son quotidien en cellule d'isolement : la faim, la solitude, la crasse, la cellule infestée d'insectes et de lézards, les brimades incessantes, les coups, la méfiance permanente liée à l'arbitraire de ses gardiens...

Mais aussi sa résistance, son combat, sa volonté de fer, sa foi et sa sagesse bouddhistes, et de rares moments d'humanité qui l'aident à tenir puis à partir : un gardien tourmenté par sa conscience et plus compréhensif, et surtout un enfant orphelin qui a fait de cette prison sa maison, Nyi Lay, 12 ans, son « serviteur ». Un lien extraordinaire va se tisser entre eux... Dans ce livre est peinte la résistance physique et psychique des prisonniers politiques birmans qui réussissent à garder leur dignité et à ne pas se faire écraser par la machine impitoyable imaginée par la dictature. Pour écrire ce livre, Karen Connelly, s'est appuyée sur une documentation sans faille et des témoignages directs récoltés après avoir vécu deux ans (1996-98) sur la frontière birmano-thaïe parmi les exilés, dissidents et résistants..

Un livre désespéré ? Oh non. L'auteur nous livre plutôt un premier roman de 600 pages, très bien écrit, engagé, poignant et captivant de bout en bout malgré un sujet dur, violent. La Cage aux lézards est tout simplement un ouvrage où l'humanité et l'espoir se fraient un chemin dans une obscurité qui semble bien totale.



La diversité ethnique en Birmanie

Une minorité opprimée : les Karens

Second groupe ethnique en Birmanie, les karens vivent en majorité dans le delta de l'Irrawaddy et dans l'Etat karen dans l'est de la Birmanie. Peuple d'origine tibéto-birmane, ils sont aujourd'hui près de 7 millions, dont 4 millions dans la plaine de l'Irrawaddy, 2 millions dans le Kawthoolei (Etat karen) et 1 million disséminé dans plusieurs états voisins.

Le peuple karen n'est donc en rien homogène car il est éparpillé en de nombreuses tribus. On compte également 12 sous-groupes répartis dans deux grands groupes, les Karens des plaines et les Karens montagnards. Près de 10 à 15 % des Karens sont chrétiens, les autres sont animistes ou bouddhistes.

Eclairage historique :

L'Etat karen faisait partie des territoires occupés par les Britanniques durant la colonisation. Durant la Seconde Guerre mondiale, de nombreux karens combattirent aux côtés des soldats anglais, le gouvernement anglais ayant promis l'autonomie aux karens après la guerre. Cependant, lorsque la Birmanie obtint l'indépendance en 1948, les Karens n'eurent pas ce qui leur avait été promis. Le 11 février 1948, plus de 400 000 karens manifestèrent pacifiquement pour demander leur propre terre. Ce jour a été baptisé le Jour National Karen. Les karens ont continué à réclamer l'autodétermination de façon démocratique et pacifique au régime birman, mais en lieu et place de négociation le régime a engagé une guerre à leur encontre.

Sous l'égide de l'Union Nationale Karen (KNU), les Karens prirent les armes le 31 janvier 1949 luttant depuis cette date pour une autonomie politique et pour leur propre survie. Même les droits les plus basiques comme celui d'enseigner la langue karen leur est nié.



Situation actuelle :

La guerre menée par le régime à l'encontre des karens cible délibérément des civils avec force d'assassinats indiscriminés, de recours massif au travail forcé, de destruction de villages entiers. Les Karens font l'objet des pires exactions. De façon systématique, l'armée brûle des villages et contraint des milliers de personnes à fuir. Le viol et les violences sexuelles sont des armes de torture utilisés contre le peuple karen. Une des raisons de cet acharnement est la construction de la nouvelle capitale de la Birmanie, à quelques kilomètres du pays karen. Les femmes et les enfants karens vivent dans la peur constante de la menace du viol, du meurtre et de la famine.

Le régime force les villageois à travailler comme esclaves ou pire les utilise comme démineurs humains en les faisant marcher devant les soldats.

Dans les dix dernières années, plus de 3000 villages ont été détruits dans l'Etat karen et plus de 200 000 personnes ont trouvé refuge dans la jungle, fuyant l'armée birmane avec très peu de nourriture, sans abri et sans soins.

Ceux qui se réfugient dans la Thaïlande voisine ne sont pas au bout de leurs peines. Sans statut, sans aucun droit, l'exil se fait âpre. « Lorsque j'avais 14 ans, les soldats sont venus dans mon village. Des bombes explosaient et les soldats ont ouvert le feu. Il n'y avait pas d'avertissement. Nous avons fui pour sauver nos vies, mais de nombreuses personnes ont été tuées. Ma famille s'est enfuie, emportant ce qu'elle pouvait, laissant tout derrière elle. Nous sommes alors allés dans la jungle où nous manquions de tout, aucun des besoins élémentaires n'y étaient satisfaits (nourriture, abri, santé). Nous avons alors rejoint les camps de réfugiés à la frontière thaïlandaise. J'y ai vécu pendant dix années. Ces camps sont semblables à des prisons avec peu de liberté de mouvement. Les enfants nés dans le camp ne bénéficient d'aucune nationalité et sont des apatrides. Les réfugiés ne peuvent officiellement pas aller à l'école, à l'université ou même à l'hôpital » témoigne un réfugié karen.

Le mouvement démocrate

Génération 88

A la différence de la LND, ce mouvement n'est pas un parti politique, mais une organisation regroupant d'anciens étudiants ayant participé au soulèvement pro démocratique de 1988. Vingt ans plus tard, ces militants, dans la force de l'âge, ont lancé une série de campagnes de désobéissance civile ouvertement dirigées contre la junte après avoir créé ce réseau dans la clandestinité en août 2006.

« Génération 88 » est un phénomène récent en Birmanie, sans véritable direction ni structure organisationnelle et qui a manifestement déconcerté le régime en place. Sa force, est de ne pas être un parti politique la junte ayant montré sa capacité à écraser les partis. Génération 88 est davantage un mouvement de résistance civile.

Un des membres du mouvement, sans doute le plus connu, surnommé après le soulèvement de 1988 Min Ko Naing, signifiant « vainqueur des rois » est depuis 1991 récipiendaire de prix récompensant son engagement non violent pour un changement politique (prix John Humphrey, Civil courage price, il est aussi citoyen d'honneur d'Italie). En août 1988, alors étudiant en zoologie âgé de 26 ans, il haranguait des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Rangoon. Arrêté par les renseignements militaires en mars 1989, il a passé près de seize ans au secret. Il a été libéré en novembre 2004, « Le peuple birman doit avoir le courage de dire non à l'injustice et oui à la vérité. Il doit aussi réparer les torts qu'il a lui-même causés à la société. », a-t-il déclaré lors du premier meeting de « Génération 88 ».

Le Mouvement a mené plusieurs campagnes d'envergure. Après l'arrestation de ses dirigeants en septembre 2006, le mouvement a lancé une **pétition nationale** pour réclamer la libération de ses leaders et des quelques 1 100 prisonniers politiques ainsi que l'ouverture d'une véritable procédure de réconciliation nationale.

Les membres du réseau, symboliquement vêtus de blanc, avaient alors parcouru le pays et recueilli plus de 500 000 signatures, ultérieurement envoyées au gouvernement et à divers organismes des Nations unies. Les leaders ont été finalement libérés le 11 janvier 2007, la veille du vote par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution sur le Myanmar rédigée par les Etats-Unis.

De janvier à mars 2007, Génération 88 a organisé une campagne « **A cœur ouvert** ». Cette action très audacieuse pour le pays incitait les citoyens à adresser la liste de leurs griefs quotidiens au réseau, lequel, ensuite, les transmettaient au général Than Shwe, chef de la junte.

Des centaines de lettres ont été collectées et leur contenu ont été mis en lumière grâce aux médias—notamment les radios internationales Democratic Voice of Burma, VOA, RFA et la BBC et le magazine Irrawaddy -, par les dirigeants du mouvement Min Ko Naing, Ko Ko Gyi, Ko Htay Kwaye, Ko Pyone Cho, Ko Mya Aye, Ko Jimmy et Ko Ahnt Bwe Kyaw.

En août 2007, c'est encore Génération 88 qui en organisant à Rangoon des **marches pacifiques** réclamant la baisse des prix de l'essence et une réconciliation pacifique, est au premier plan de la Révolution Safran. Des dizaines de membres, dont Ming Ko Naing, Htay Kywe, Ko Ko Gyi, Mie Mie et Zaw Thet Ko Ko, ont été arrêtés entre août et novembre 2007.

La popularité croissante du mouvement a ainsi très vite gêné le régime. Le 3 décembre 2007, lors d'une conférence de presse, le directeur-général des forces de police Khin Yi avait alors déclaré que le Groupe des étudiants de la Génération 88 avait été conçu sur les bases du **terrorisme**. Selon de nombreux analystes, les militaires redoutent plus encore ces anciens étudiants qu'elle ne craint la Ligue nationale pour la démocratie (LND)⁸, car ils jouissent d'une redoutable influence. Puis le 11 novembre 2008, les quatorze membres de « Génération 88 » arrêtés pendant la Révolution safran ont été les premiers et les plus sévèrement condamnés. Ils ont écopé d'une peine « collégiale » de 65 ans de prison ferme.

Logo du mouvement
Génération 88



Au premier plan Ko Ko
Gyi, Min Ko Naing et Htay
Kywe

Manifestation du 17 décembre

Mercredi 17 décembre 2008 s'est tenu sur le parvis des droits de l'homme un rassemblement pour appeler à la libération d'Aung San Suu Kyi et de tous les prisonniers politiques en Birmanie. A l'appel de Marie Claire, de la Mairie de Paris et d'Info Birmanie, des associations et des élus ont tenu à manifester leur soutien au peuple birman et à appeler Ban Ki-Moon à se rendre en Birmanie pour exiger la libération des prisonniers politiques.

La mairie de Paris était représentée par deux adjoints aux maires **Yamina Benguigui** et **Fatima Lalem** qui ont pris tour à tour la parole pour dire combien la mairie, qui a déjà distingué Aung San Suu Kyi en 2004 en l'élevant au rang de citoyenne d'honneur de la Ville, avaient à cœur le destin de cette femme et de tous les prisonniers birmans. Sort qui a été rappelé au cours du 9^{ème} sommet des prix Nobel de la paix qui s'était tenu à Paris la semaine précédente et à l'occasion duquel un appel à la libération de Aung San Suu Kyi a été lancé.

Etait présente la sénatrice **Joëlle Gariaud Maylam**, qui a exprimé l'émotion et la colère qui l'animait 18 ans après que sa consœur élue ait été empêchée d'exercer en Birmanie. Le député **Philippe Martin**, membre du Groupe d'Etudes à Vocation Internationale a tenu à réaffirmer le soutien indéfectible au peuple birman et a promis de se rendre en Birmanie ou en Thaïlande le signifier de vive voix aux birmans souffrant de la dureté du régime. Le député **Jean Glavany** a également assuré de son soutien par sa présence. **Aurélié Filippetti**, député, a quant à elle, fait une promesse au peuple birman : « nous serons d'inlassables porte-paroles et soutiens de tous les militants des droits de l'Homme en Birmanie et nous n'aurons de cesse de condamner l'oppression opérée par la junte et ses relais militaro-industriels. » a-t-elle déclaré.

Après la solidarité exprimée par le monde politique, **Jane Birkin** a lancé un vibrant appel à agir tous ensemble pour qu'une politique efficace soit menée avant la mort de la dame de Rangoon. Aung San Suu Kyi est effectivement souffrante depuis cet été et son accès aux soins est rendu malaisé. **Tina Kieffer**, rédactrice

en chef du magazine Marie Claire, instigatrice de l'événement a exhorté les journalistes pour que soit relayé l'information sur ce pays, leur rappelant leur rôle essentiel pour que la Birmanie ne tombe pas dans l'oubli.

Le monde associatif s'était également joint à la manifestation, à l'appel de l'association **Info Birmanie**. La coordinatrice d'Info Birmanie, **Isabelle Dubuis**, a appelé Ban ki-Moon à se rendre comme prévu en Birmanie et qu'il exige la tenue des promesses faites par les autorités de ce pays face aux instances internationales – à savoir la libération des prisonniers politiques et le respect de la liberté d'expression.

D'autres organisations solidaires ont alors pris la parole.

Mireille Boisson d'Amnesty International a tenu à rappeler le sort des 2160 prisonniers birmans qui sont tous « les enfants spirituels d'Aung San Suu Kyi » et a invité deux réfugiés birmans à égrener le nom d'une trentaine de prisonniers. **Souhayr Belhassen**, Présidente de la FIDH, a rappelé que leur libération était une condition indispensable pour qu'un processus de démocratisation crédible puisse intervenir en Birmanie; le nombre de prisonniers politiques ayant doublé au cours de la dernière année, l'annonce d'élections en 2010 ne pouvait être qu'un leurre dans ce contexte. Les célébrations du 60^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne peuvent décemment pas être faites sans faire mention de la Birmanie et de ses 2160 prisonniers politiques parmi lesquels émerge la figure d'Aung San Suu Kyi. Enfin, au nom d'**Antoinette Fouque**, présidente de l'Alliance des Femmes pour la Démocratie, une militante a exprimé la continuelle solidarité de l'organisation féministe pour Aung San Suu Kyi.

Il était important d'être tous là ce jour pour dire haut et fort notre indignation et notre solidarité avec les prisonniers politiques, premières victimes du régime dictatorial birman.

Passons à l'action!



Vous voulez manifester votre engagement et soutenir notre association? Achetez nos tee-shirts!

Sur commande et disponible au local. 15 Euros.

Evénements

Exposition à Aix en Provence en janvier

Aurore Champollion, jeune photographe, expose dans la galerie du CROUS d'Aix en Provence du lundi 12 janvier au 16 janvier *Souvenirs et Fiction du Myanmar*.

Vernissage le mardi 13 janvier en présence d'Isabelle DUBUIS d'Info Birmanie.

Galerie du CROUS

Cité U les Gazelles

Avenue Jules Ferry

13621 Aix en Provence



Projection débat à Pau le 5 février:

Birmanie: un futur sans dictature?



En présence de Séverine VANEL et Pierre Julien QUIERS, journalistes et auteurs de reportages sur la Birmanie et d'Isabelle DUBUIS, coordinatrice d'Info Birmanie. Projection des documentaires « Derrière la palissade » et « Birmanie interdite » suivie d'un débat.

Derrière la palissade retrace le quotidien de birmans ayant fui la Thaïlande pour échouer dans le camp de Mae Hla où vivent déjà 40 000 karens tandis que *Birmanie interdite* déjà diffusé sur France 3 raconte l'oppression subie par les birmans et cette chape de plomb maintenue sur le pays à nouveau coupé du monde. Et ce, seulement un an après la révolution Safran née d'un formidable mouvement de résistance.

Le jeudi 5 février 2009 à 20H45

Au Cinéma le Méliès. 6, rue Bargoin à PAU



74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »

Aung San Suu Kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice ;



Parole de bénévole

« J'ai été en Birmanie brièvement en 2002, et j'ai été souvent mal à l'aise vis-à-vis de la situation et de l'atmosphère d'oppression qui pouvait se dégager du pays, tout en étant stimulé par les quelques bribes de conversations libres que j'avais pu avoir avec certains Birmanais là-bas. Je souhaitais m'investir sur des questions de Droits de l'Homme, j'avais eu l'occasion d'entendre parler d'Info Birmanie, c'est donc tout naturellement que je m'y suis investi. »

Jean Cyril, bénévole depuis trois ans

Contactez Sarah ou Isabelle au
01 46 33 41 62 ou par mail
contact@info-birmanie.org